

Des recettes fiscales en hausse de 7.2% en 2022

En 2022, les recettes fiscales au Luxembourg ont été stimulées par les effets de l'inflation élevée sur les recettes de TVA, les impôts sur les ménages et les cotisations sociales. Les recettes de la taxe d'abonnement et les droits d'accise ont en revanche marqué le pas aux 2^e et 3^e trimestres, en raison des dévalorisations d'actifs en bourse et de la baisse des ventes de carburants.

Après un rebond de 16% en 2021, les recettes fiscales ont progressé de 7.2% en 2022, avec plus de 21 Mia EUR encaissés¹. La poussée inflationniste a dynamisé les recettes sur la TVA [+12% entre 2021 en 2022], mais aussi les impôts sur les ménages [+10%] et les cotisations sociales [+8% sur un an à l'issue du 3^e trimestre²]. La croissance des salaires – avec deux indexations en octobre 2021 et avril 2022 – et de l'emploi [+3.6% sur un an à l'issue du 3^e trimestre] a fait progresser de 11% sur un an les impôts retenus sur les traitements et salaires. La hausse des prix et des salaires contribue à 60% de la progression des impôts sur les ménages [+4.3% en volume] et des recettes sur la TVA [+5.6% en volume]. Le total des recettes fiscales corrigé de l'évolution des prix (déflaté par l'échelle mobile des salaires) progresse ainsi de seulement 1.4% sur un an.

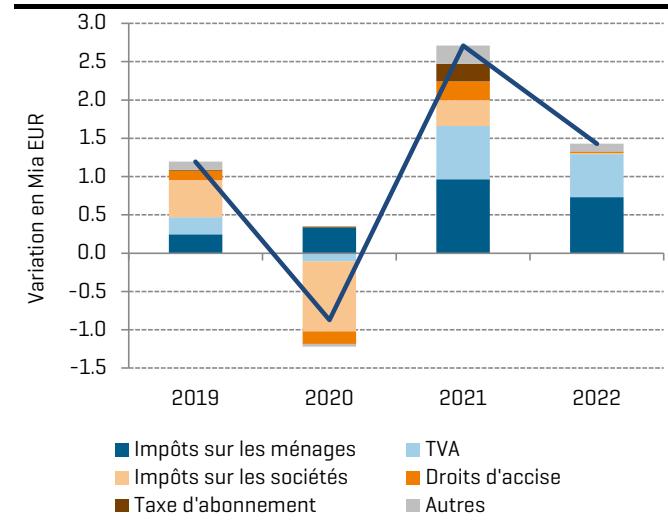
Les impôts sur les sociétés affichent une quasi-stagnation [+0.5% sur un an] en raison d'une forte diminution des soldes d'impôts sur les exercices antérieurs (-37% sur un an à l'issue du mois d'octobre) alors que les avances – qui dépendent davantage de l'activité économique courante – ont progressé de 11%. La diminution des soldes est en partie liée à l'introduction de l'imposition automatique (obligatoire à partir de l'année d'imposition 2017).

La taxe d'abonnement – qui s'applique aux actifs sous gestion des organismes de placement collectif et des fonds d'investissement spécialisés – a subi la tendance baissière des marchés boursiers en 2022. La stabilisation des recettes collectées sur cette taxe [+0.04% en 2022 après +22% en 2021] masque une forte volatilité au cours de l'année. Elles ont progressé au 1^{er} trimestre [+3.4% sur un trimestre] puis se sont repliées sur les trois derniers trimestres en raison de la baisse des valorisations des actifs des fonds (-6% au 2^e trimestre, -7% au 3^e et -2% au 4^e).

Repli des droits d'accise sur les carburants

Si les recettes d'accise sur le tabac ont encore bien progressé en 2022 [+16% sur un an], celles sur les produits pétroliers ont chuté de 11%. Ce repli est lié à la forte hausse des prix des carburants qui a mené à des réductions temporaires des droits d'accise au Luxembourg³ et dans les pays voisins. Les différentes remises (en termes de montant et de durée) ont temporairement réduit, voire inversé, les écarts de prix à la pompe entre le Luxembourg et les pays voisins, engendrant une chute des ventes de carburants (-10% sur un an pour l'essence et -20% pour le diesel entre juin et octobre 2022).

ÉVOLUTION DES RECETTES FISCALES (HORS COTISATIONS SOCIALES)



Sources: Administrations fiscales, STATEC (données en base caisse)

Les prix au Luxembourg sont redevenus plus avantageux dès novembre, permettant un rebond des ventes de carburants et des accises liées [+1.1% entre le 3^e et le 4^e trimestre].

Progression moins forte des recettes en 2023

La croissance des recettes fiscales devrait ralentir en 2023 [+5.8% sur un an] selon les dernières prévisions du STATEC⁴. Le ralentissement de l'inflation, l'abaissement des taux de TVA décidé lors du deuxième accord tripartite ainsi que les perspectives dégradées pour la croissance économique devraient en effet peser sur les recettes publiques.

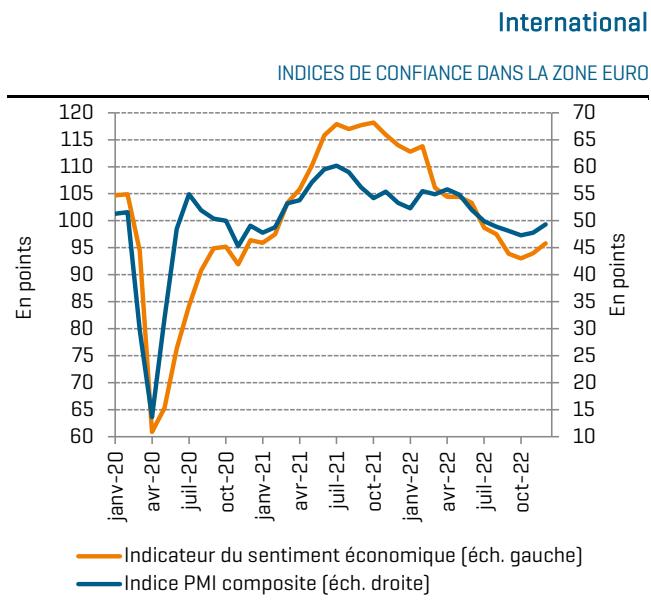
Les réductions de taux, combinées au ralentissement prévu de la croissance, de l'inflation et de la consommation par personne, vont particulièrement peser sur la TVA. Les impôts sur les ménages et les cotisations sociales (resp. +10.7% et +8% en 2023) continueraient d'être dynamisés par les indexations prévues mais pourraient pâtir d'une croissance plus faible de l'emploi. Le ralentissement économique limiterait aussi les recettes issues des impôts sur les sociétés (+2.5% en 2023, contre une croissance moyenne de 5% par an entre 2006 et 2021).

¹ Données en base caisse.

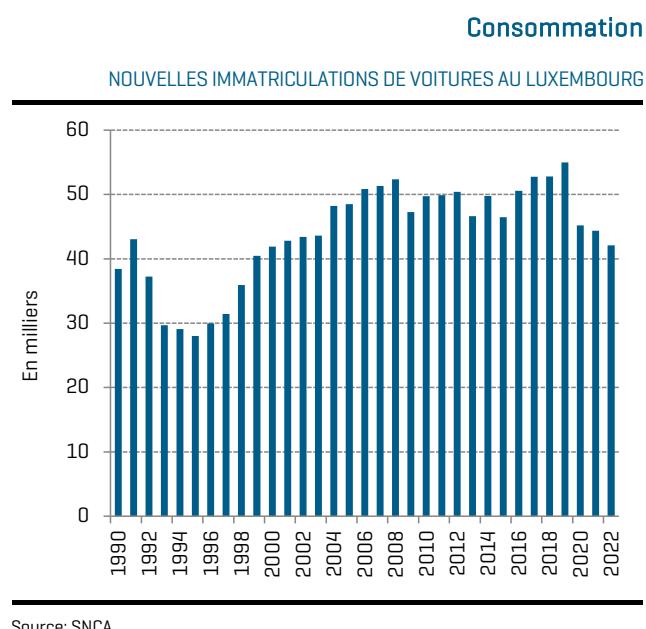
² Les cotisations sociales sont produites selon l'optique SEC2010. Les cotisations du 4^e trimestre seront disponibles en mars.

³ Le gouvernement a réduit les prix de vente des carburants de 7.5 centimes EUR/litre à travers une baisse des droits d'accise autonomes de la mi-avril à la fin août.

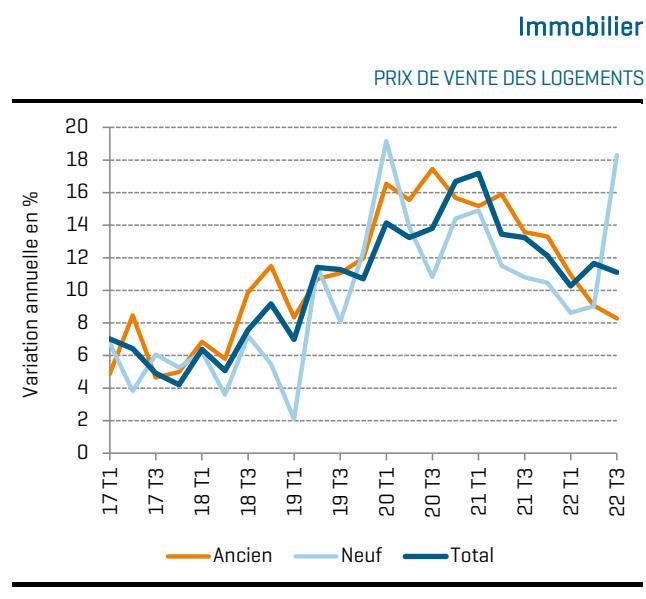
⁴ Cf. Note de conjoncture 2-2022. Les prévisions sont produites selon l'optique SEC2010 en base « caisse transactionnalisée », c'est-à-dire que les recettes et dépenses sont rattachées à la période de leur fait génératrice et non au moment de leur encaissement (données en base « caisse » présentées dans la partie précédente).



Sources: Commission européenne, IHS Markit



Source: SNCA



Source: STATEC – indices de prix hédoniques

Moindre contraction de l'activité en zone euro

Les résultats des enquêtes de conjoncture tendent à s'améliorer dans l'ensemble de la zone euro sur les derniers mois de 2022. L'indice composite des directeurs d'achats (enquête PMI), après 6 mois consécutifs de baisse, est reparti à la hausse en novembre et décembre, un mouvement perceptible à la fois pour l'industrie et les services. Il demeure cependant sous la barre des 50 points, indiquant encore une contraction de l'activité (mais moins prononcée). Ces résultats laissent entrevoir un repli du PIB de la zone euro de 0.2% sur un trimestre au 4^e trimestre. Une récession – si le PIB subissait un recul supplémentaire au 1^{er} trimestre 2023 – demeure probable, mais l'ampleur de celle-ci pourrait être moins prononcée qu'escompté auparavant.

L'indicateur du sentiment économique élaboré par la Commission européenne se redresse également depuis novembre à l'échelle de la zone euro, sous l'effet d'opinions plus optimistes dans l'ensemble des branches économiques ainsi que du côté des consommateurs. L'amélioration n'est pas aussi franche dans les enquêtes luxembourgeoises, en particulier pour les branches de l'industrie et de la construction.

Les ventes de voitures au plus bas en 2022

En 2022, les immatriculations de voitures neuves se sont repliées pour la 3^e année consécutive et ce aussi bien au Luxembourg que dans l'ensemble de la zone euro [l'ampleur de la baisse est similaire, de l'ordre de 5% par rapport à 2021]. Seulement 42 000 nouvelles immatriculations ont été enregistrées sur l'année écoulée, soit un niveau proche de celui du début des années 2000 [alors qu'entretemps la population a augmenté de plus de 40%].

Si les ventes avaient largement chuté en 2020 au début de la pandémie, les baisses relevées en 2021 et 2022 découlent surtout de la pénurie mondiale de puces électroniques, nécessaires à l'équipement des véhicules. Cette pénurie tend à se résorber, notamment du fait de la moindre demande en appareils électroniques [les smartphones et ordinateurs en particulier étaient très recherchés durant la crise sanitaire], mais elle demeure significative pour certains types de puces spécifiques. La production de l'industrie automobile européenne est ainsi de nouveau orientée à la hausse depuis le printemps 2022 et les immatriculations depuis l'été. Au 4^e trimestre 2022, ces dernières affichent une progression de 7% sur un an au Luxembourg et de 15% en zone euro [grâce notamment à une hausse de 30% en Allemagne].

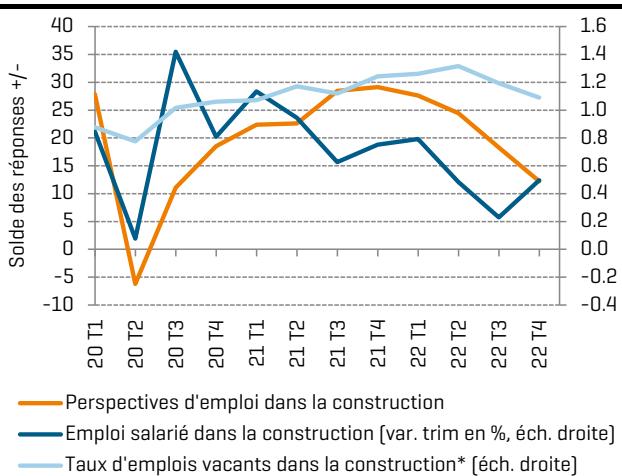
Des signes de ralentissement pour les prix des logements

Au 3^e trimestre 2022, les prix de vente des biens résidentiels affichent une progression annuelle de 11.1%. Bien qu'encore historiquement élevée, la croissance des prix tend à ralentir, en particulier concernant les biens anciens. Le prix du neuf s'envole par contre au 3^e trimestre, mais ce mouvement serait de nature technique. Selon l'Observatoire de l'Habitat, il s'expliquerait surtout par un changement dans les contrats des logements nouveaux non encore achevés, qui, au lieu d'une clause d'indexation aux prix de la construction, incluraient la hausse prévue des coûts déjà dans le prix de vente, alors plus élevé. Les prix des prestations de la construction demeurent dans une phase d'accélération [+15.9% en variation annuelle en T4, un record historique], ce qui devrait soutenir les prix du neuf.

Un ralentissement des prix des logements s'observe aussi dans de nombreux autres pays de la zone euro, avec des facteurs communs à l'œuvre. La forte inflation et la hausse subséquente des taux d'intérêts et hypothécaires pèsent sur les capacités de financement et réduisent l'attrait relatif d'un investissement dans l'immobilier résidentiel.

Marché du travail

INDICATEURS POUR L'EMPLOI DANS LA CONSTRUCTION



Sources: STATEC, IGSS, ADEM, données désaisonnalisées

* Emplois vacants / emplois vacants et occupés [en %]

Des perspectives plus sombres pour la construction

Alors que le marché du travail est en train de ralentir depuis le 2^e trimestre 2022, l'année s'est terminée sur une note plutôt positive, avec une croissance de l'emploi de +0.8% sur un trimestre en T4, après +0.7% en T3. Ce sont notamment le commerce, les transports, mais aussi la construction et l'Horeca qui ont créé davantage d'emplois en fin d'année.

Néanmoins, la construction est l'une des branches où le ralentissement a été le plus marqué l'année passée. En 2022, les effectifs de la construction n'ont augmenté que de 2.5% sur un an [+2.0% en T4], après encore +3.7% en 2021. Dans les enquêtes de conjoncture, les entrepreneurs de la construction signalent depuis mars 2022 une dégradation continue des commandes [un quart d'entre eux jugent la demande insuffisante en fin d'année] et des perspectives moins favorables en termes d'emploi. Au 4^e trimestre, les offres d'emploi issues de la construction déclarées à l'ADEM – qui avaient atteint un niveau record au 2^e trimestre 2022 – continuent par ailleurs à refluer.

Les chiffres de production dans la construction confirment ce climat moins porteur, avec une baisse de 8.1% sur un mois en octobre au Grand-Duché, le recul le plus prononcé en UE.

121 banques actives au Luxembourg

Le nombre de banques actives au Luxembourg est passé de 124 établissements fin 2021 à 121 fin 2022. La banque russe RCB Bank Ltd a cessé ses activités bancaires en juin en raison des risques géopolitiques qui pesaient sur ses opérations depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie. La banque J.P. Morgan a regroupé ses établissements actifs en Irlande et au Luxembourg en une seule entité juridique à Francfort, changeant ainsi de statut au Luxembourg en devenant une succursale de sa maison mère en Allemagne. On note par ailleurs l'enregistrement de deux banques et le retrait de quatre établissements. La majorité des banques présentes au Luxembourg sont d'origine allemande [23 entités], chinoise [15], française [12], suisse [12] et luxembourgeoise [10]. Elles sont surtout spécialisées dans la gestion de fonds, la finance d'entreprises et la banque privée.

Au 3^e trimestre 2022, 50 banques ont augmenté leurs effectifs [227 emplois créés] tandis que 47 autres les ont réduits [310 emplois détruits]. En comparaison annuelle, l'emploi dans les banques a légèrement diminué [-0.6% sur un an, soit 160 emplois en moins]. En revanche, le montant d'actifs sous gestion des banques a encore fortement progressé [+9.5% sur un an au 3^e trimestre].

Ralentissement des prix de l'énergie et des services

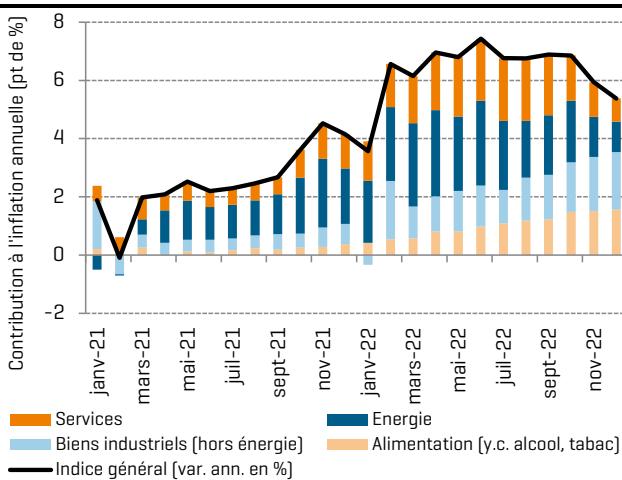
L'inflation montre des premiers signes de modération au Luxembourg. En décembre 2022, avec 5.4% sur un an, elle est tombée à son niveau le plus faible depuis janvier 2022. Cette diminution n'est cependant pas généralisée: depuis le 2^e semestre, l'évolution des prix de l'énergie et des services ralentit, tandis que celle de l'alimentation et des biens industriels non-énergétiques accélère.

Le repli des prix de l'énergie découle de celui du cours du Brent (depuis l'été) et des mesures tripartites – limitation de la hausse du prix de gaz à +15% et réduction du prix du mazout de 15 cents par litre. Du côté des services, le recul des prix résulte principalement des cantines [avec une extension de la gratuité dans les établissements scolaires, -38% sur un an en décembre] et des maisons relais [-24%] qui ensemble ont contribué à -0.7 point de % à l'inflation en fin d'année. L'inflation alimentaire [11% sur un an en décembre] et celle des biens industriels non-énergétiques [6%] demeurent élevées et génèrent deux tiers de l'inflation en fin d'année, contre seulement un tiers au 1^{er} semestre de 2022.

En zone euro, en revanche, ce sont surtout les prix de l'énergie qui diminuent au cours des derniers mois.

Inflation

DÉCOMPOSITION DE L'INFLATION AU LUXEMBOURG

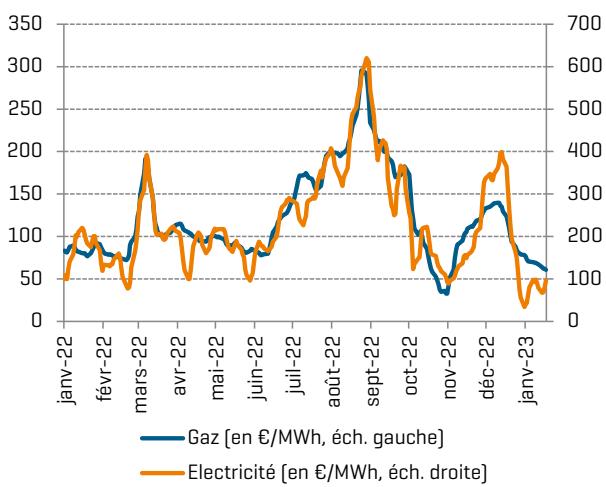


Source: STATEC

Note: la volatilité de l'inflation au début de 2021 et 2022 s'explique par le décalage des soldes d'hiver

Énergie

PRIX AU COMPTANT DU GAZ ET DE L'ÉLECTRICITÉ



Source: Macrobond [Moyennes mobiles sur une semaine]

Le prix du gaz se détend

Malgré un rebond temporaire en fin d'année, résultant des incertitudes sur la rigueur de l'hiver en Europe, le prix du gaz suit une tendance baissière depuis août. Cette dynamique s'explique par la baisse de la demande de gaz en raison d'un 4^e trimestre relativement doux et des efforts en matière de sobriété énergétique. Du côté de l'offre, même si les livraisons de gaz russe ont été fortement réduites, les risques de pénurie ne semblent plus vraisemblables pour cet hiver. En effet, le niveau de remplissage des stocks de gaz en Europe est suffisamment élevé [83% au 1^{er} janvier 2023 contre 54% au 1^{er} janvier 2022].

Ce recul du prix du gaz se répercute directement sur le prix de l'électricité en raison du mécanisme dit « merit order » du marché d'électricité européen. Ainsi, le prix de l'électricité se maintient au début de janvier aux alentours des 100 EUR/MWh pour la première fois depuis l'été 2021.

Ces tendances baissières devraient se répercuter sur les prix à la production qui présentent un lien fort avec les prix au comptant. Les prix à la consommation en revanche ne sont affectés par les prix du marché qu'avec un délai bien plus important.

Tableau de bord

	avr-22	mai-22	juin-22	juil-22	août-22	sept-22	oct-22	nov-22	déc-22	janv-23	Moyenne des trois derniers mois	Même période de l'année précédente
											Variations annuelles en %, sauf mention contraire	
Activité												
Production industrielle par jour ouvrable, en volume	-0.5	-1.4	-3.3	0.1	-1.9	1.2	-3.8	...	...	...	-1.5	2.5
Production dans la construction par jour ouvrable, en volume	-4.2	3.2	-5.0	-2.3	-0.6	0.6	-3.2	...	...	...	-1.1	-0.7
Chiffre d'affaires en volume du commerce de détail hors vente par correspondance et carburants	-5.9	-1.8	-4.1	0.1	-0.6	4.5	-2.3	-3.1	...	...	-0.5	1.0
Prix, salaires												
Indice des prix à la consommation (IPCN)	7.0	6.8	7.4	6.8	6.8	6.9	6.9	5.9	5.4	6.1	4.1	
Inflation sous-jacente	4.2	4.5	4.8	4.7	5.1	5.2	5.1	4.9	4.6	4.9	2.1	
Indice des produits pétroliers	59.2	49.7	56.3	43.6	36.0	37.4	35.2	20.9	15.8	23.9	51.7	
Indice des prix à la production industrielle	30.3	32.8	30.1	29.7	25.9	22.4	22.5	21.2	...	22.0	23.2	
Indice des prix à la construction ¹	13.9	13.9	13.9	14.9	14.9	14.9	15.9	15.9	15.9	15.9	15.9	9.3
Coût salarial moyen par personne (CNT)	7.8	7.8	7.8	4.5	4.5	4.5	...	...	...	...	4.5	4.0
Commerce extérieur												
Exportations de biens en volume	-9.0	1.0	-2.8	-11.7	4.5	-1.3	0.4	0.6	...	...	-0.1	-2.7
Importations de biens en volume	7.5	4.8	3.6	3.0	10.0	5.3	-5.2	7.3	...	...	2.1	5.7
Emploi, chômage												
Emploi salarié intérieur	3.6	3.6	3.5	3.6	3.4	3.4	3.3	3.1	3.5	3.3	3.5	
Emploi national	2.5	2.5	2.5	2.8	2.7	2.6	2.5	2.5	2.6	2.6	2.8	
Taux de chômage [en % de la population active, cvs, ADEM]	4.7	4.7	4.7	4.7	4.8	4.8	4.9	4.9	4.8	4.9	5.2	

Source: STATEC

Cvs - corrégé des variations saisonnières, CNT - Comptes nationaux trimestriels

¹Estimations sur base de données semestrielles

Repères

	Variation en % par rapport au trimestre précédent					
	2021 T2	2021 T3	2021 T4	2022 T1	2022 T2	2022 T3
	2.0	2.2	0.5	0.6	0.9	0.3
Zone euro - Croissance en vol. du PIB [Commission européenne]						
Luxembourg - Croissance en vol. du PIB [Statec]	0.6	-0.2	1.6	0.7	-0.5	1.1
Variation annuelle en %						
2018	2019	2020	2021	Prévision 2022	Prévision 2023	
1.2	2.3	-0.8	5.1	1.7	1.5	
Indice des prix à la consommation [12/2022] - base 1 ^{er} janvier 1948: 964.07						
Moyenne semestrielle de l'indice raccordé au 1 ^{er} janvier 1948 [12/2022]: 963.77						
Date prévue pour la prochaine indexation des salaires: T1 2023						
Luxembourg - Croissance en vol. du PIB [Statec]						
PIB en valeur 2021: 72 295 Mio EUR						
Salaire minimum mensuel [depuis le 01/01/2023]: 2 387.40 EUR						
Balance courante [T3 2022]: 526 Mio EUR						
Population résidente [01/01/2022]: 645 397						

Pour en savoir plus:

info@statec.etat.lu

[+352] 247-84219

www.statistiques.lu

La reproduction est autorisée à condition de mentionner la source.